



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/1997/9
24 janvier 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Session d'organisation pour 1997
4-7 février et 1er et 2 mai 1997
Point 6 de l'ordre du jour provisoire*

COMITÉ CHARGÉ DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Documentation du Comité chargé des organisations
non gouvernementales

Note du Secrétariat

I. INTRODUCTION

1. À sa session de 1996, le Comité chargé des organisations non gouvernementales a recommandé au Conseil économique et social que la documentation du Comité soit publiée dans les six langues officielles du Conseil, dans les limites des ressources existantes (voir E/1996/102, sect. I, projet de décision III).

2. À l'issue de consultations officieuses sur ce projet de décision, le Conseil, lors de la reprise de sa session de fond de 1996, a été saisi d'un projet de décision (E/1996/L.57) par lequel le Secrétariat était prié de soumettre au Conseil, à sa session d'organisation pour 1997, une évaluation des possibilités de mise en oeuvre de la décision dans les limites des ressources disponibles. Par sa décision 1996/318 du 20 novembre 1996, le Conseil a décidé de renvoyer l'examen du projet de décision publié sous la cote E/1996/L.57 à sa session d'organisation pour 1997.

3. La présente note, qui donne des renseignements généraux sur la question et contient l'évaluation mentionnée dans le projet de décision E/1996/L.57, est présentée au Conseil pour information.

II. COMITÉ CHARGÉ DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

4. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales a été constitué en vertu de la résolution 3 (II) du Conseil, en date du 21 juin 1946, en tant que comité permanent. Le Comité exerce les fonctions qui lui sont confiées par le

* E/1997/2.

Conseil en vertu de l'Article 71 de la Charte des Nations Unies, qui stipule que le Conseil "peut prendre toutes dispositions utiles pour consulter les organisations non gouvernementales qui s'occupent de questions relevant de sa compétence". Le mandat original du Comité a été défini dans la résolution 288 B (X) du Conseil, en date du 27 février 1950, qui a été remplacée par la résolution 1296 (XLIV), en date du 25 mai 1968. Le mandat actuel du Comité est énoncé dans la résolution 1996/31 du Conseil, en date du 26 juillet 1996. Conformément à la décision 1995/304 du Conseil, en date du 26 juillet 1995, le Comité se réunit chaque année.

5. Le Comité, qui était connu à l'origine sous le nom de "Comité chargé d'examiner les dispositions à prendre en vue des consultations avec les organisations non gouvernementales (soit en raccourci : Comité ONG du Conseil)" (résolution 3 (II) du Conseil, sect. II, par. 1) et se composait de cinq membres, compte aujourd'hui 19 membres [résolution 1981/50 du Conseil, en date du 20 juillet 1981, et article 80 du règlement intérieur du Conseil (E/5715/Rev.2)]. Dans la résolution 1996/31 du Conseil, il est appelé "Comité chargé des organisations non gouvernementales".

III. DOCUMENTATION DU COMITÉ

6. Depuis la création du Comité, la documentation est fournie en anglais, espagnol et français, langues définies dans l'article 32 du règlement intérieur du Conseil comme étant "les langues de travail du Conseil".

7. Lors de sa session annuelle, le Comité est saisi des documents de base ci-après :

- a) Ordre du jour provisoire annoté;
- b) Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil, catégories I et II;
- c) Rapports quadriennaux : suivi des décisions prises par le Comité à sa session précédente;
- d) Mémoires du Secrétaire général sur les demandes d'admission au statut consultatif dont l'examen a été reporté;
- e) Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif;
- f) Nouvelles demandes de reclassement.

IV. QUESTIONS BUDGÉTAIRES

8. Le volume de la documentation présession pour la session de 1997 du Comité est estimé à 1 400 pages au moins. C'est sur cette base qu'a été établi l'état du Secrétaire général concernant les incidences sur le budget-programme du projet de décision E/1996/L.57. Dans son état, le Secrétaire général a indiqué que l'application du projet de décision, c'est-à-dire le fait de publier la documentation dans les six langues officielles du Conseil "entraînerait en 1997,

/...

au titre des services de conférence, des dépenses supplémentaires, calculées sur la base du coût intégral, d'un montant estimatif de 860 700 dollars".

9. Dans l'hypothèse où on disposerait de deux mois pleins pour traduire la documentation présession du Comité, ces 1 400 pages porteraient la charge de travail des services de traduction arabe, chinois et russe du Bureau des services de conférence et services d'appui à un niveau supérieur d'environ 25 % à leur capacité maximum, qui est estimée en tenant compte de toutes les ressources budgétisées disponibles. Il serait toutefois possible de publier la documentation de session du Comité pour sa session de 1997 dans toutes les langues officielles sans que cela nécessite de ressources budgétaires additionnelles.

10. La publication de toute la documentation présession du Comité dans toutes les langues officielles est toutefois une question d'une bien autre ampleur que le Bureau des services de conférence et services d'appui ne peut entreprendre sans demander des ressources additionnelles au titre du chapitre 26E (Services de conférence) du budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997, que l'Assemblée a approuvé par sa résolution 51/222 A, en date du 18 décembre 1996. Le même problème se poserait bien entendu pour le budget-programme des exercices biennaux à venir. Si le Conseil demandait que tous les documents soient publiés dans toutes les langues officielles pour les sessions futures du Comité, cela nécessiterait une ouverture de crédits importante.

11. Le problème est de trouver le moyen de concilier, d'une part, le besoin qu'a exprimé le Comité de voir sa documentation publiée dans toutes les langues officielles et, d'autre part, l'insuffisance des ressources prévues dans l'exercice biennal actuel. On rappellera également au Conseil que le projet prévoit que la mise en oeuvre de cette décision doit se faire dans les limites des ressources disponibles.

V. CONCLUSION

12. Le Secrétariat propose de restructurer la documentation du Comité de manière à en réduire suffisamment le volume pour qu'elle puisse être publiée dans toutes les langues officielles sans nécessiter pour autant de ressources financières additionnelles.

13. Suivant la méthode utilisée pour les grandes conférences des Nations Unies tenues récemment dans les domaines économique et social et les domaines connexes pour l'accréditation des organisations non gouvernementales, le Secrétariat établirait un résumé de chaque nouvelle demande de statut consultatif et de chaque nouvelle demande de reclassement en indiquant s'il recommande d'accepter ou de rejeter la demande. Le texte complet des demandes émanant des organisations non gouvernementales serait mis à la disposition du Comité sur sa demande, dans la langue dans laquelle il a été présenté. On suivrait la même méthode pour les demandes de statut consultatif dont l'examen a été reporté.

14. Des rapports sur le suivi des décisions prises par le Comité à sa session précédente, y compris celles qui portent sur les rapports quadriennaux, seraient publiés comme ils le sont à l'heure actuelle, mais dans toutes les langues officielles.

/...

15. Il faudrait limiter d'une manière ou d'une autre les rapports quadriennaux des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif, catégories I et II, pour qu'ils puissent être publiés dans toutes les langues. Le Secrétariat suggère qu'on envisage de limiter ces rapports à deux pages maximum pour chaque organisation non gouvernementale.

16. Grâce à ces mesures, il devrait être possible de maintenir la documentation pré-session du Comité dans la limite de 600 à 700 pages, ce qui en permettrait la traduction dans les six langues officielles.
